



La montée de l'artiste
« **couteau suisse** »,
ou l'art de butiner
allègrement d'une
discipline à l'autre
Cahier Culture



Kim Thúy:
« Le sacrifice de soi,
c'est aussi parfois
le plus grand
amour possible »
Cahier Livres

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIV N° 69

LE DEVOIR, LES SAMEDI 30 ET DIMANCHE 31 MARS 2013

2,61 \$ + TAXES = 3,00 \$

Combien vaut la planète?

Environnement
et économie
sont-ils des réalités
réconciliables?



Devant des décideurs politiques au discours souvent dicté par des impératifs économiques, de plus en plus de chercheurs et d'environnementalistes estiment qu'il importe de faire la démonstration de la valeur des « services » rendus par les écosystèmes afin d'en favoriser la protection. Une approche qui pourrait être utilisée au Québec, mais qui a ses détracteurs.

ALEXANDRE SHIELDS

Que valent les services rendus par le golfe du Saint-Laurent, source d'une grande biodiversité? Ou encore la forêt amazonienne, qui absorbe des millions de tonnes de carbone chaque année? La chose peut sembler difficile à évaluer, mais de plus en plus de scientifiques se disent convaincus de la possibilité de mieux sensibiliser ci-

toyens et dirigeants en accordant une valeur économique aux « services écosystémiques », offerts gratuitement par les milieux naturels.
« Il faut essayer de donner une plus value économique à la protection de l'environnement. C'est vrai pour toutes les zones maritimes du monde. C'est vraiment la stratégie à adopter pour le futur, parce que ça interpelle les citoyens, mais aussi les décideurs politiques », affirme Lyne Morissette, spécialiste de l'écolo-

gie des écosystèmes marins à l'Institut des sciences de la mer de Rimouski.

Le biologiste Sylvain Archambault se montre quant à lui un peu plus sceptique par rapport à cette approche, qui est loin de faire l'unanimité chez ceux qui ont à coeur la protection de l'environnement. « Je trouve que nous ne devrions pas avoir à justifier, de cette façon, la conservation de territoires. Ça devrait aller de soi », souligne-t-il

VOIR PAGE A 8 : PLANÈTE

Dossier · Être payé pour protéger sa biodiversité. L'Équateur s'est engagé à préserver une zone riche en pétrole en échange de 3,6 milliards. Pages A 6 et A 7

SONDAGE
LÉGER MARKETING-
THE GAZETTE-LE DEVOIR

Trudeau menace les conservateurs

Le PLC prendrait le
premier rang au Canada,
en Ontario et au Québec

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le 31 mars 2012, Justin Trudeau donnait une douloureuse leçon de boxe au sénateur conservateur Patrick Brazeau lors d'un combat caritatif à Ottawa. Exactement un an plus tard, c'est maintenant tout le caucus conservateur — et des néodémocrates — que le député libéral menace, révèle un sondage national Léger Marketing-Le Devoir-The Gazette.

À quelques jours du couronnement annoncé de M. Trudeau comme chef du Parti libéral du Canada (PLC), le coup de sonde montre qu'un PLC dirigé par le député de Papineau serait propulsé aux portes d'un gouvernement majoritaire. Après répartition des indécis, le PLC obtiendrait 37 % des intentions de vote, contre 30 % pour les conservateurs et 20 % pour le Nouveau Parti démocratique (NPD) de Thomas Mulcair. Aux élections de mai 2011, les conservateurs avaient obtenu près de 40 % des votes, le NPD 31 % et les libéraux 19 % (un creux historique).

VOIR PAGE A 8 : TRUDEAU

Lire aussi · À la (re)conquête du Québec. Trudeau veut récupérer le vote des fédéralistes. Page B 1

Quand Obama répond à Kim Jong-un

« Sur une échelle de tensions de 1 à 10, on est toujours à 7 avec la Corée du Nord »

LORRAINE MILLOT
Correspondante à Washington

Le fameux « pivot vers l'Asie » de Barack Obama va-t-il commencer par une guerre en Corée? La question commence à se poser à Washington au vu des dernières gestulations de part et d'autre du Sampalseon. Le nouveau leader nord-coréen Kim Jong-un est jugé par les officiels américains « imprévisible » et ses dernières menaces, « dangereuses ». Les États-Unis ont répondu à ses dernières provocations en envoyant pour la première fois jeudi le nec plus ultra de leurs forces aériennes, deux bombardiers furtifs B2, faire l'aller-retour du Missouri jusqu'en Corée du Sud où ils ont largué des munitions factices. Mi-mars, le Pentagone avait aussi donné crédit aux menaces

VOIR PAGE A 8 : OBAMA

Lire aussi · Pyongyang s'apprête à « frapper sans pitié » l'Amérique. La Chine tente de faire baisser la pression. Page C 7



Officiels et militaires saluent le leader nord-coréen Kim Jong-un.

AFP PHOTO / KCNA VIA KNS

AUJOURD'HUI



Plaisirs · Un survol de l'activité au sol. Nos globe-trotteurs présentent leurs meilleurs aéroports à l'étranger. Page D 1

Bon congé! · Le Devoir ne sera pas publié lundi. De retour mardi. D'ici là, suivez l'actualité sur notre site www.ledevoir.com



Avis légaux..... C 4
Carrières..... C 3
Décès..... C 6
Mots croisés..... C 5
Petites annonces..... C 6
Sudoku..... D 5

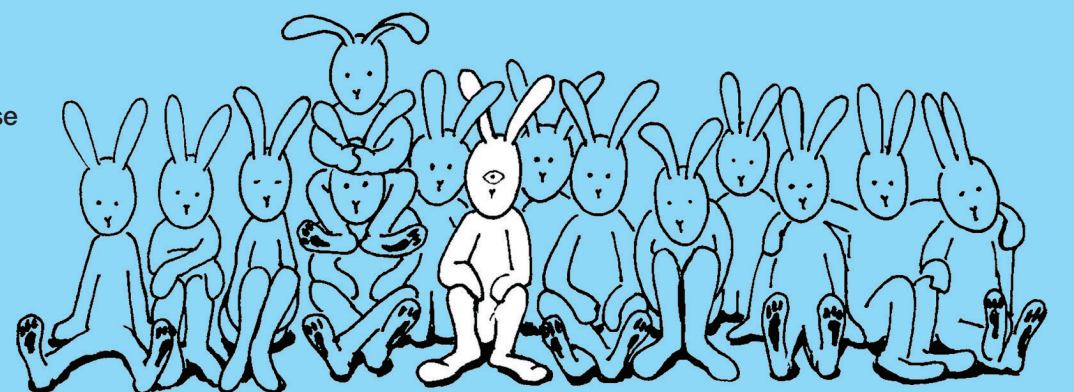
Lapincyclope invite tous les enfants

à découvrir avec leur imagination, le fonctionnement de la vision à travers une exposition jeunesse de Jonathan Plante. Activités ludiques et gratuites pour toute la famille jusqu'au 4 mai.

VOX

Centre de l'image contemporaine
2 rue Sainte-Catherine Est, espace 401, Montréal / www.centrevox.ca
Du mardi au vendredi de 12h à 19h / samedi de 11h à 17h

Avec le soutien du ministère de la Culture et des Communications du Québec, de la Ville de Montréal et du Conseil des arts et des lettres du Québec.



ACTUALITÉS

L'ex-premier ministre de l'Alberta Ralph Klein n'est plus

L'« Albertain ordinaire » a dirigé la province de l'Ouest de 1992 à 2006

Calgary — Ralph Klein, « l'Albertain ordinaire » qui a été premier ministre de sa province pendant quatre mandats majoritaires successifs, est mort vendredi à l'âge de 70 ans.

Celui que les Albertains appelaient tout simplement « Ralph » finissait tranquillement ses jours dans un centre de soins de longue durée de Calgary depuis quelques années, aux prises avec une forme de démence, ainsi que des problèmes pulmonaires causés par le tabagisme.

« La nature de sa maladie a fait en sorte qu'il était très difficile pour lui d'exprimer ses pensées au cours des trois dernières années, ce que je savais être un véritable défi pour lui, mais Ralph était très au courant et appréciait beaucoup les messages de prompt rétablissement et les bons mots qu'il a reçus », a déclaré la femme de l'ex-politicien, Colleen Klein, dans la déclaration publiée par les Services de santé albertains.

« Ralph était un vertueux défenseur de notre province, et il avait un grand amour pour l'Alberta et les Albertains », a indiqué l'actuelle première ministre albertaine, Alison Redford.

Le premier ministre Stephen Harper a estimé que « l'Alberta et le Canada ont perdu un dirigeant unique et remarquable [...] Bien

que les opinions de Ralph au sujet du rôle du gouvernement et de la responsabilité financière aient déjà été considérées comme étant radicales, son legs le plus important est peut-être le fait que ces idées sont maintenant largement acceptées par l'ensemble du spectre politique », a-t-il indiqué par voie de communiqué.

La dette effacée

En entrevue à La Presse canadienne, Jean Chrétien a confié qu'il avait été un ami de M. Klein depuis le début des années 80 et que, malgré leurs divergences, il l'a toujours vu comme un homme juste et doté d'un esprit de collaboration. « Il était populiste, près du peuple, et... il n'était pas du genre à jouer les gros bonnets. »

Le chef de l'Opposition officielle à Ottawa, Thomas Mulcair, s'est dit attristé par le décès de M. Klein. « Au cours de ses 26 années en politique, Ralph Klein a fièrement représenté les gens de sa province. Sa passion pour l'Alberta lui valait le respect de tous, y compris ses adversaires. Son travail et sa personnalité ont marqué l'histoire de l'Alberta », a-t-il affirmé, dans un communiqué.

M. Klein a été assailli par des problèmes de santé tout de suite après avoir quitté son poste de premier ministre en



Le 12 juillet 2004, Ralph Klein annonçait que la dette de l'Alberta était entièrement éliminée.

2006, poste qu'il avait occupé pendant 14 ans.

Durant cette période, il a réussi à juguler le déficit public de la province jusqu'à éliminer même complètement la dette accumulée, à coups de privatisations et de budgets austères. Les gigantesques revenus fiscaux issus de l'exploitation des sables bitumineux y ont aussi bien sûr contribué pour beaucoup.

Son style direct, tant en matière budgétaire que dans ses communications, a été baptisé « la révolution Klein » par le milieu politique albertain.

Ralph Klein était un antihéros: journaliste de télévision de Calgary, il a d'abord fait une incursion en politique pour s'attaquer à des problèmes locaux; à la surprise générale, il a été élu maire de la ville en 1980, poste qu'il a conservé jusqu'en 1989.

Sur la scène municipale, il a accéléré le développement économique de Calgary, pour la faire passer du statut de ville agricole à celui de plaque tournante du commerce au Canada.

Comme premier ministre de la province, M. Klein a éliminé la dette publique et a accru les partages de services entre le secteur privé et le secteur public. En 1992, alors que le Parti progressiste-conservateur provincial semblait sur le point d'être défait, c'est lui qui l'a sauvé.

« Le monde de Ralph »

Ralph Klein incarnait la force de la détermination individuelle. À travers lui, c'est chaque Albertain qui se voyait premier ministre. Enfant du divorce, le futur premier ministre avait quitté l'école secondaire avant d'obtenir un diplôme.

Il ne manquait jamais une occasion de soulever la controverse. Comme maire de Calgary, il a mis un taux de criminalité croissant sur le compte des « vagabonds et des voyous » qui venaient de l'est du Canada. Lorsqu'il a occupé le poste de ministre de l'Environnement, il a retourné le doigt d'honneur d'un manifestant devant les caméras.

En 2001, alors que son parti remportait 74 sièges sur 83 —

et récoltait presque deux voix sur trois —, le premier ministre clamait: « Bienvenue dans le monde de Ralph! »

Le flamboyant conquérant est toutefois devenu héros tragique, à mesure que ses démons revenaient le hanter. Il fumait comme une cheminée et luttait contre une dépendance à l'alcool. Son problème est devenu public en 2001, lorsqu'il a fait une sortie publique en état d'ébriété, criant à des sans-abri d'Edmonton d'aller se trouver un emploi.

Après avoir éliminé la dette provinciale, le chevalier n'avait plus d'ennemis à occire. Ralph Klein a alors décidé de s'en prendre au réseau de santé publique, afin de laisser davantage de place au secteur privé.

Il a quitté la politique en 2006, après un timide vote de confiance dans les rangs mêmes de son parti. M. Klein a ensuite été très peu célébré par sa formation politique, qui semblait vouloir s'éloigner d'un personnage gênant.

En 2012, M. Klein, déjà très diminué, a reçu l'insigne d'officier de l'Ordre du Canada, une reconnaissance bien tardive selon certains. C'est sa femme Colleen qui avait accepté la décoration en son nom.

La Presse canadienne

L'ÉVÉNEMENT

MAÎTRE DE LA ROUTE

PASSEZ AU NIVEAU SUPÉRIEUR SANS FRAIS

VALEUR ALLANT JUSQU'À **2 300 \$***

VERS LA ILX PREMIUM OU ILX PREMIUM VERS LA ILX TECH

PLUS

ACOMPTÉ DE **0 \$**

168 \$ VERSEMENTS DE LOCATION BIMENSUELS

2,9% LOCATION DE 48 MOIS**

SIÈGES GARNIS DE CUIR GRATUITS

PHARES À DÉCHARGE À HAUTE INTENSITÉ (DHI) GRATUITS

CAMÉRA ARRIÈRE MULTI ANGLE GRATUITE

AJOUTEZ À VOTRE ACURA, PAS À VOTRE VERSEMENT.



* Paiements de location bimensuels offerts uniquement avec le contrat de 48 mois. Offre de location d'une durée limitée basée sur une Acura ILX 2013 Premium, telle que représentée (modèle DE1FSDJN), par l'entremise de Services Financiers Acura, sur approbation de crédit. Exemple représentatif de location : taux annuel de 2,9 % pour 48 mois. Paiement bimensuel de 183 \$ (excluant les frais de transport et de préparation de 1 945 \$), avec acompte de 0 \$, frais de transport et de préparation de 1 945 \$, dépôt de sécurité de 0 \$ et premier versement bimensuel dus à la signature du contrat de location. Allocation de 24 000 km par année, frais de 0,15 \$/km excédentaire. Le total des obligations de la location est de 17 568 \$. Permis, assurances, enregistrement, options ainsi que frais et taxes applicables en sus (incluant TPS/TVH/TVQ, si applicables). ** Offre de valeur ajoutée est en vigueur à l'achat ou à la location d'un nouveau modèle Acura ILX Premium 2013 (modèle DE1FSDJN) et est d'une valeur allant jusqu'à 2 300 \$. La valeur applicable sera déduite du prix de vente du véhicule négocié avant les taxes. Toute partie non utilisée de cette offre ne sera pas remboursée et ne peut être conservée pour utilisation ultérieure. L'offre de valeur ajoutée est en vigueur avec les modèles ILX de base uniquement. *** Offre de paiements de location bimensuels uniquement en vigueur avec les contrats de 48 mois. Offre de location d'une durée limitée basée sur une nouvelle Acura ILX 2013 (modèle DE1FSDJN) par l'entremise de Services Financiers Acura, sur approbation de crédit. Exemple représentatif de location : taux de location annuel de 2,9 % pour 48 mois. Paiements bimensuels de 168 \$ (excluant les frais de transport et de préparation de 1 945 \$), avec acompte de 0 \$. Allocation de 24 000 km par année, frais de 0,15 \$/km excédentaire. Le total des obligations de la location est de 16 128 \$. Permis, assurances, enregistrement, options et taxes en sus (incluant TPS/TVH/TVQ, si applicables). Certaines conditions s'appliquent. L'offre se termine le 1^{er} avril 2013 et est sujette à changement ou annulation sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger. Jusqu'à épuisement des stocks. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour voir les détails. © 2013 Acura, une division de Honda Canada.

J'aime MA LANGUE DANS TA BOUCHE.

2^e édition

Québec

Montreal français

SPECTACLE-MARATHON - POUR LA LANGUE FRANÇAISE

AU LION D'OR

LE SAMEDI 6 AVRIL 2013

DE 14 HEURES AUX PETITES HEURES

BILLETTS EN VENTE 1-888-285-7644 quebecfrancais.org

Porte-parole : Biz de Loco Locass

Sasha Samar - Ananda Prasad - Ismaïl Fencioglu
Louis T. - Yadong Guan - Soraya Benitez
Romain Pollender - Oumar Ndiaye - IVY
Gilles Bélanger - Zahia Olivier Bélisle Fluo Racines
Karim Akouche - Jules Falardeau - Acalanto
Gaële - Mykalle Bielinski - Lynda Johnson

Direction artistique : Denis Trudel

ACTUALITÉS



MICHEL COMTE AGENCE FRANCE-PRESSE

Une majorité de Québécois ne sont pas intéressés à ce que le gouvernement reprenne les discussions constitutionnelles avec Ottawa.

SONDAGE LÉGER MARKETING

Constitution: vive le statu quo!

Les Québécois ne veulent pas rouvrir le débat constitutionnel

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Si Philippe Couillard veut rouvrir le débat constitutionnel et faire en sorte que le Québec signe la Constitution en 2017, il devra travailler fort pour convaincre les Québécois de l'utilité de la démarche. À peine un quart de la population trouve ainsi important que le Québec signe le document, et moins de 30% se dit favorable à ce que l'épineux débat soit rouvert.

Selon un sondage Léger Marketing préparé pour *Le Devoir* et *The Gazette*, le dossier constitutionnel n'apparaît pas comme une priorité pour les Québécois. À la question de savoir s'il est «important ou non que le Québec signe la Constitution de 1982», 26% du millier de répondants disent oui, mais 46% pensent le contraire. Un fort contingent (28%) ne sait pas.

C'est chez les libéraux de Philippe Couillard que l'appétit est le plus marqué (43% des électeurs libéraux trouvent importante la question), alors qu'à peine un péquiste sur dix (11%) accorde de l'importance au dossier. À la Coalition avenir Québec (CAQ), dont le chef François Legault a promis de mettre la question nationale en suspens pour dix ans, un électeur sur quatre (27%) répond positivement à la question. Les francophones accordent moins d'importance au dossier (19%) que les répondants parlant d'autres langues (54%).

Dans la foulée, 29% des répondants se disent favorables à la réouverture du débat constitutionnel, alors que 39% y sont

défavorables, ce qui laisse 32% d'indécis. L'appui est plus fort chez les libéraux (38%), et assez semblable chez les péquistes (23%), les caquistes (28%), les solidaires (25%) et Option nationale (32%). À noter que les sous-échantillons par parti comportent des marges d'erreur plus importantes.

Les résultats sont semblables lorsque Léger Marketing demande si les répondants sont favorables à la proposition de Philippe Couillard de signer la Constitution en 2017, lors du 150^e anniversaire du Canada. Le tiers des répondants ont dit oui, un autre tiers ont dit non, et un autre ne sait pas...

«Je ne peux pas concevoir que l'on puisse s'investir en politique québécoise et choisir le Canada sans le désir de voir le Québec réintégrer un jour la famille canadienne», disait Philippe Couillard quelques heures avant d'être élu chef du Parti libéral du Québec. On ne peut pas vouer à l'oubli un enjeu aussi fort sur le plan des symboles que l'absence de la signature du Québec au bas de la loi maîtresse du Canada. Il a plus tard précisé que la Constitution n'était pas «une priorité quotidienne», celle-ci étant l'économie.

Souveraineté

Cette tiédeur des Québécois pour le débat constitutionnel est aussi valable pour la question de la souveraineté. Le sondage montre ainsi que, si un référen-

dum sur la souveraineté avait eu lieu la semaine dernière, 33% des gens auraient voté oui, contre 57% de non (l'échantillon est de 500 répondants pour cette question). Et si un référendum offrait deux options — soit que le Québec signe la Constitution, soit qu'il devienne souverain — avait été organisé, il aurait donné un résultat nul: 44% des répondants auraient choisi la Constitution et 42%, la souveraineté.

Donc? «Les Québécois savent ce qu'ils ne veulent pas, mais ne savent pas ce qu'ils veulent», dit Jean-Marc Léger, président de la firme. Ils disent qu'ils sont contre la Constitution, que ce n'est pas important, qu'ils ne veulent pas qu'on la signe. Mais ils sont aussi contre la souveraineté et ne veulent pas de référendum. Si on regarde depuis 1980, les Québécois disent non à toutes les propositions, rien ne leur convient.» C'est le règne du statu quo.

Rien à gagner

Jean-Marc Léger estime que le nouveau chef libéral n'a «rien à gagner politiquement à rouvrir le dossier.»

Mais il peut se demander s'il est acceptable que le Québec ne signe pas l'acte fondamental d'un pays: ça, c'est autre chose.»

Les résultats du sondage apparaissent a priori contradictoires avec ceux d'un autre sondage Léger Marketing dévoilé le 26 mars 2012 par l'Association internationale des études québécoises, qui organisait alors un colloque sur les 30 ans du rapatriement de la Constitution. Plus de 70% des répondants indiquaient à ce moment qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Québec prenne l'initiative de soumettre à Ottawa un projet permettant à la province de signer la Loi constitutionnelle.

Le sondage a été réalisé en ligne entre le 25 et le 28 mars auprès de 1001 personnes. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1% dans 19 cas sur 20 (les sondages Internet ne sont pas considérés comme probabilistes).

Le Devoir

D Voir aussi: Les données complètes du sondage Léger Marketing sont disponibles à ledevoir.com/politique

FERMETURE DU CENTRE DE SAUVETAGE DE QUÉBEC

Ottawa attendra le «OK» de Graham Fraser

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le gouvernement fédéral est convaincu que la fermeture du centre de recherche et sauvetage de Québec ne menacera pas les services offerts aux francophones en détresse. Nonobstant, la Garde côtière attendra l'avis du commissaire aux langues officielles sur la question avant d'aller de l'avant.

Les troupes de Stephen Harper ont annoncé en 2011 que le centre de sauvetage maritime de Québec fermerait ses portes, pour que les opérations soient menées depuis Halifax, en Nouvelle-Écosse, et à Trenton, en Ontario. Or, les partis d'opposition craignent que les francophones peinent à se faire comprendre ou à saisir les propos de leurs interlocuteurs, d'autant plus en situation de détresse et de panique. «On parle de sauver des vies», a maintes fois fait valoir le néodémocrate Yvon Godin, porte-parole de son parti pour les langues officielles.

Le ministre des Pêches et Océans — responsable de la Garde côtière canadienne — assure depuis le début que les services seront toujours disponibles dans les deux langues officielles, même à Halifax et

Trenton. Mais dans un communiqué diffusé jeudi soir, la Garde côtière a expliqué qu'elle «reconnait que le gouvernement doit être absolument convaincu» de la chose. Le dossier sera donc confié au commissaire aux langues officielles Graham Fraser «pour s'assurer que les services en français offerts à partir du centre conjoint des opérations de sauvetage de Halifax soient de niveau égal ou supérieur à ceux qui sont offerts actuellement». Tant et aussi longtemps que M. Fraser n'aura pas donné son aval, le centre de Québec restera ouvert, a certifié le communiqué.

Le commissaire Graham Fraser avait déjà annoncé qu'il devancerait le suivi de ses recommandations offertes à la Garde côtière, en prévision de la date prévue de fin des opérations au centre de Québec le 15 avril. Dans un rapport d'enquête l'an dernier, M. Fraser s'était inquiété des impacts de ces changements et avait exhorté Pêches et Océans de reporter la fermeture du centre de la capitale nationale.

Annoncée dans le budget de 2011, l'intégration du centre de sauvetage maritime à celui d'Halifax était à l'origine prévue pour le printemps 2012.

Le Devoir

Sécheresse: l'ONU déplore le retrait du Canada

Les Nations unies ont qualifié vendredi de «regrettable» le retrait du Canada d'une convention internationale combattant la sécheresse dans le monde. Ottawa a annoncé jeudi son retrait de la

Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, signée en 1994, en raison de la lourde bureaucratie du programme qui ne vaut pas, selon le Canada, les 350000\$ versés chaque année. Cette décision fait du Canada le seul pays au monde à ne pas en être membre.

La Presse canadienne

LES GRANDES CONFÉRENCES DU CENTRE ST-PIERRE

ANDRÉ BEAUCHAMP
COMBAT SOCIAL, COMBAT ÉCOLOGIQUE
MÊME COMBAT

Le combat pour l'environnement constitue aujourd'hui une facette importante du combat social. Nous assistons à une course effrénée des plus riches et des plus puissants pour s'accaparer les dernières ressources disponibles. Il faut remplacer une culture d'opposition et d'exploitation par une culture du respect, de l'insertion et de collaboration.

Mercredi 10 avril 2013, 19 h

Contribution volontaire souhaitée de 10\$. Aucune inscription. Premier arrivé.

JOHANNE DE MONTIGNY
LE BÉNÉVOLAT: UNE RESSOURCE
INESTIMABLE AU CŒUR DE L'HUMANITÉ

Aider avec bienveillance sans attente de réciprocité, tel est l'engagement de la personne qui souhaite faire la différence dans la vie d'une personne démunie. Comment agir avec délicatesse, ancrage et compassion face à l'étranger? Cette présentation permet d'illustrer la force relationnelle entre un aidant et un aidé.

Mercredi 24 avril 2013, 19 h

Coût: 20\$ | Payables au moment de l'inscription. Ces frais sont non remboursables, sauf en cas d'annulation par le Centre.

Métro Beauvoir

1212, rue Panet, Montréal (Québec) • 514.524.3561 POSTE 600 • www.centrestpierre.org

Papeterie
Casse - Noisette

Papier Lalo - papiers St-Gilles - Cartes - Plumes
Stylos - Livres d'or - Albums de photos

L'AGENDA MODERNE — agendas MIGNON

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie Downs
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514 • 861 • 0630
VIEUX-MONTRÉAL

SOLUTION CERTIFIÉE 5 ÉTOILES
Propulsez votre entreprise

- Développement d'affaires
- Accréditation certifiée 5 étoiles

Certifié 5 Étoiles®

Chantal Thibault
Montréal 514 796-8677 Québec 418 692-6677

L'Artisan du Store
Certifié 5 Étoiles®
Fabriqué au Québec

CLAUDE BOUCHARD
MONTRÉAL 514-231-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829
QUÉBEC 418-654-8677
TROIS-RIV. 819-696-8677
REPERTIGNY 450-585-7577
TERREBONNE 450-437-4666
ST-SAUVEUR 450-227-7377
BROMONT 450-534-4377
WWW.ARTISAN-DU-STORE.CA

STORES SUR MESURE
OPAQUE, SOLAIRE ou TRANSLUCIDE

- Stores motorisés
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Stores verticaux PVC
- Stores horizontaux de bois, de PVC, de métal
- Toiles pour verrière
- Stores extérieurs
- Persiennes

ESTIMATION GRATUITE
50%
DE RABAIS OU
INSTALLATION GRATUITE

STORES DE BOIS
TEINTURE ESSUYÉE
TOILES SOLAIRES
DÉCORATIVES
MOTORSISÉES

ACTUALITÉS



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Le député du Parti québécois, Daniel Breton, a fait une apparition surprise à la vigile contre la brutalité policière.

RÈGLEMENT SUR LES MANIFESTATIONS

Breton s'interroge sur le travail des policiers

BAHADOR ZABIHIYAN

Le député péquiste Daniel Breton est « inquiet » et a « des questions à poser » au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au sujet des manifestations qui ont eu lieu dans les rues de la métropole ces dernières semaines, a-t-il fait savoir vendredi soir.

Il a fait une apparition surprise lors d'une vigile organisée pour dénoncer la « brutalité policière », sur la Place des Arts, au centre-ville de Montréal. Le député a justifié sa visite par le fait que le rassemblement se trouvait sur le territoire de sa circonscription.

Pendant plus de vingt minutes, à la surprise de tous, M. Breton a parlé aux citoyens présents, et les a surtout écoutés. Plusieurs citoyens n'ont pas eu de mots tendres à son égard ni à l'égard du gouvernement péquiste. Face à des personnes qui affirmaient qu'il y avait eu des cas de brutalité policière et d'abus de pouvoir de la part du SPVM et de la Sûreté du Québec, il a tendu sa carte professionnelle, afin de pouvoir les contacter ultérieurement. « C'est pour ça que j'ai demandé au monde de m'envoyer de l'information, pour que je puisse regarder ça de près puis parler de ça au caucus », a-t-il expliqué, en entrevue au *Devoir*.

« Il y a des abus de tous les côtés, mais là, je veux voir qu'est-ce qui se passe, ça m'inquiète. Je vous le dis, là, je suis inquiet », a-t-il déclaré.

S'il n'a pas critiqué le travail du SPVM, il veut toutefois par-

ler aux responsables policiers. « J'ai des questions à leur poser, par exemple, a-t-il dit, sans préciser le contenu de ces questions. Je vais m'arranger avec eux autres », a rajouté M. Breton.

Plusieurs personnes ont insisté pour que M. Breton leur donne son avis au sujet du règlement P-6 de la Ville de Montréal. Face à l'insistance de la foule d'une vingtaine de personnes réunies autour de lui, M. Breton a fini par répondre.

« Je découvre ce règlement-là qui semble poser vraiment problème », a-t-il répondu aux personnes agglutinées autour de lui afin de pouvoir l'écouter.

Marois au courant

M. Breton a assuré que la première ministre du Québec, Pauline Marois, était au courant de sa démarche, et qu'elle ne s'y est pas opposée, bien au contraire. Il a assuré aux manifestants qu'il ferait part de leurs remarques à M^{me} Marois dès mardi. M. Breton a par la suite observé la vigile et les nombreux policiers présents qui l'encadraient.

Quant au rassemblement contre la « brutalité policière », il a réuni environ 150 personnes. Le SPVM a assuré, au début de la manifestation, qu'un trajet avait été remis. Vers 21 h, quelques dizaines de personnes ont effectué un *sit-in* sur la rue Sainte-Catherine. Par la suite, la manifestation a été déclarée légale. Le SPVM n'a rapporté aucune arrestation.

Le Devoir

VILLE DE MONTRÉAL

Achat de mobilier: les élus mettent un holà

Le projet est passé de 9 à 18,9 millions en quelques mois

JEANNE CORRIVEAU

Après le litigieux contrat d'asphalte, voilà qu'un projet d'achat de mobilier de bureau soulève des doutes à la Ville de Montréal. Lors de la dernière séance du conseil municipal, les élus n'ont pas voulu entériner l'entente-cadre, faute d'avoir pu comprendre pourquoi le projet était passé de 9 millions à 18,9 millions de dollars en l'espace de quelques mois.

Piloté par la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI), le contrat d'approvisionnement vise l'achat de mobilier de bureau pour l'ensemble des services et arrondissements de la Ville pour les cinq prochaines années. En octobre 2011, la DSTI avait évalué les besoins en mobilier des services de la Ville à 2315 unités, pour un montant approximatif de 9,3 millions \$. Lorsque l'appel d'offres a été lancé en mai 2012, les estimations avaient grimpé à 4100 unités, faisant passer la valeur de l'entente à près de 20 millions, soit plus du double.

En septembre 2012, le comité de sélection a convenu d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit Teknion Roy et Breton Inc. pour un montant de 18,9 millions \$.

Contrairement au dossier de l'asphalte, ce n'est pas le soumissionnaire ayant décroché le contrat qui pose problème, mais bien le cheminement du projet. Non seulement celui-ci a-t-il doublé de valeur sans que le comité exécutif ait pu se prononcer, mais il a également subi plusieurs modifications (cinq addendas) en cours de route.

Dossier problématique

Le 19 mars dernier, alors que le conseil municipal devait entériner le projet, la conseillère Elsie Lefebvre a déposé une motion afin que le comité exécutif le réexamine. Selon elle, tant que la DSTI n'aura pas déposé son plan directeur qui précisera ses intentions en matière de gestion d'immeubles pour les années à venir, l'octroi d'un contrat de cette ampleur est difficilement justifiable. « Pour nous, ça reste un dossier problématique, a souligné M^{me} Lefebvre lors d'un entretien téléphonique. On n'a donc pas été en mesure de chiffrer les besoins de la Ville qui permettraient de justifier la nécessité d'acheter du nouveau mobilier de bureau. Il n'y a pas d'embauches. Dans le contexte des finances publiques difficiles de la Ville de Montréal, on voit mal pourquoi on dépenserait 19 millions. »

Certains membres de la commission sur l'examen des contrats, qui a analysé le dossier, ont exprimé leurs réserves. « Sans ce plan directeur des immeubles, il est difficile d'approuver un contrat qui double pratiquement le volume d'achat de mobilier », estime le conseiller Marc-André Gadoury, qui siège à cette commission.

Bien qu'il s'agisse d'une entente-cadre et que la totalité de la somme autorisée pourrait

« Quand on regarde toute la genèse du dossier, on peut comprendre leurs réserves »

ne pas être dépensée, mieux vaut être prudent, croit-il.

Explications détaillées

Dans son rapport remis le 13 mars dernier, la commission sur l'examen des contrats recommande d'ailleurs que toute modification importante dans un projet de ce type soit autorisée par le comité exécutif et que des « explications détaillées » soient désormais incluses dans les sommaires décisionnels, ce qui n'était pas le cas dans ce dossier.

Même les membres du comité exécutif qui ont avalisé le projet une première fois il y a deux semaines — malgré des

dissidences — demeurent dans le brouillard, confirme la conseillère Emilie Thuillier, vice-présidente du comité exécutif. Le projet leur sera à nouveau soumis lors de la prochaine réunion du comité exécutif, et cette fois, ils espèrent obtenir des explications adéquates de la DSTI. « J'imagine qu'on nous présentera les options qui s'offrent à nous: est-ce qu'on retourne en appel d'offres? Est-ce qu'on diminue le montant de l'entente-cadre? », s'interroge M^{me} Thuillier.

Le président du comité exécutif, Laurent Blanchard, croit que lorsqu'ils auront toutes les justifications nécessaires, les élus avaliseront le projet. « Quand on regarde toute la genèse du dossier, on peut comprendre leurs réserves: on est passé de 9 à 18,9 millions, le dossier n'a pas été suffisamment expliqué aux gens de la commission et du conseil. »

Plusieurs projets expliqueraient la demande accrue en mobilier, notamment la construction d'une bibliothèque à Rosemont et l'ouverture du Planétarium.

Le *Devoir* a tenté en vain d'obtenir des explications de la part de la DSTI, un service dirigé par Michel Nadeau.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des centaines de croyants ont pris part à la 41^e édition de la Marche du pardon à Montréal ce Vendredi saint. Au coin des rues Jarry et Henri-Julien, arrêté à l'une des stations représentant le Chemin de croix du Christ, ce petit garçon observe un laïc non voyant ayant fait la procession pieds nus.

Les Montréalais ont porté leur croix

VÉRONIQUE CHAGNON

C'est un cortège bigarré qui a défilé vendredi dans les rues de Montréal pour souligner la crucifixion de Jésus. Familles, jeunes et moins jeunes se sont joints aux chrétiens du monde pour commémorer le Vendredi saint dans le chemin de croix présidé par l'archevêque de Montréal, M^{gr} Christian Lépine.

Les yeux fermés ou encore rivés sur leur livret, les quelque 250 fidèles ont écouté les chants et textes religieux récités dans les cinq lieux de culte visités, dont les basiliques Notre-Dame et Saint-Patrick. Le groupe a aussi fait un

Première Passion pour le pape

Le pape François a commémoré vendredi la Passion du Christ dans la basilique Saint-Pierre, avant de présider au Colisée le traditionnel chemin de croix. Au lendemain d'une cérémonie inédite de lavement des pieds dans une prison de Rome, le pape a demandé que

plusieurs lectures et processions soient raccourcies afin de mener les célébrations dans la simplicité. Des fidèles ont reconstitué la crucifixion du Christ à travers le monde, les Philippins allant même jusqu'à enfoncer des clous dans les membres de volontaires.

arrêt à la place Ville-Marie.

Pour Marie Elkahativ, une habitué de la procession, le moment était tout désigné pour remonter le fil de ses propres épreuves. « C'est le temps

de faire une introspection en pensant à ce que Jésus a dû endurer, et à ce que, nous aussi, on a traversé comme souffrances. Ensuite, notre esprit peut renaître. »

Le Devoir

Aéroport: une partie d'un stationnement s'affaisse

Un affaissement de terrain est survenu vendredi dans le stationnement des employés de l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau, situé à Dorval, dans l'ouest de l'île de Montréal. Deux voitures ont été endommagées, mais personne n'a été blessé. Selon le porte-parole de l'aéroport, François Asselin, une portion d'asphalte d'environ trois mètres par cinq s'est affaissée de près d'un mètre. L'incident est survenu dans un stationnement extérieur, le P-11, situé directement au niveau du sol, près du chemin de la Côte-de-Liesse. Ce stationnement n'est pas étagé. Il n'y aurait toutefois aucun autre risque d'affaissement.

La Presse canadienne

Une sommelière québécoise marque l'histoire

La sommelière québécoise Véronique Rivest a marqué l'histoire, vendredi, en prenant la deuxième place du prestigieux Concours A.S.I du meilleur sommelier du monde, qui se déroulait à Tokyo, au Japon. Elle est aussi devenue la première femme à monter sur le podium de cette compétition de haut niveau qui, jusque-là, était une chasse gardée masculine. M^{me} Rivest s'est dite à la fois soulagée, surprise et très heureuse. « Il n'y a jamais eu de femme en finale. Donc, c'est un moment historique », a-t-elle dit en entrevue téléphonique depuis Tokyo. Cette médaille d'argent est le fruit d'un travail de « toute une vie ».

La Presse canadienne

SOIRÉE BACCHUS



À la présidence d'honneur



M. François Côté
Vice-président exécutif de TELUS et chef de la direction de TELUS Québec, TELUS Santé et TELUS Entreprises de risque

Jeu 11 avril 2013, à 17h 30
Ancienne Chapelle du Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine

Sous le thème de l'hémisphère Sud, en compagnie du sommelier Jacques Orhon
COMPLET!

Partenaire principal de la soirée



Partenaires de la soirée



Tenue de ville

Information:
Fonds@brebeufqc.ca
514 342-9342, poste 5362

Partenaires du service



Partenaire du traiteur



Partenaire du sommelier



En collaboration avec



Évasion fiscale: une campagne peu crédible?

VÉRONIQUE CHAGNON

La menace que lance Québec aux dirigeants d'entreprises dans la nouvelle étape de sa campagne de lutte contre l'évasion fiscale est peu crédible, estime Alain Deneault, chercheur à la division québécoise du Réseau pour la justice fiscale.

Revenu Québec a inauguré vendredi la deuxième partie de la campagne commencée en 2012 avec une capsule publicitaire montrant deux hommes d'affaires qui songent aux « paradis fiscaux » pour « payer moins d'impôt », avant de se rétracter par crainte d'être attrapés par le gouvernement. « L'agence cherche à donner l'impression qu'elle a les moyens de faire peur aux hommes d'affaires. Le problème, c'est que le gouvernement fédéral l'a justement privé de ces moyens-là au cours des dernières années, en légalisant ou en favorisant des pans de l'évasion fiscale », affirme l'auteur d'*Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle*.

Il cite en exemple les dividendes qui, lorsqu'ils proviennent des filiales des entreprises canadiennes basées dans des pays où un accord d'échange de renseignements fiscaux est en vigueur (Panamá, Liechtenstein...), ne sont pas imposés par le Canada quand ils rentrent au pays.

« La planification fiscale abusive [qui comprend l'utilisation de paradis fiscaux dans le but d'éviter de payer de l'impôt] est complexe, et mondiale. Les ententes de collaboration pour des renseignements fiscaux avec divers pays nous aident dans notre lutte », croit pour sa part Stéphane Dion, porte-parole de Revenu Québec. M. Dion ajoute que la lutte contre l'évasion fiscale passe aussi par les communications. En date du 28 février, Québec avait récupéré 98 millions pour 2012-2013 grâce à ses mesures contre la « planification fiscale abusive », soit « neuf fois plus qu'en 2008-2009 ».

Le Devoir

porter

raffinée sur toute la ligne

Partez chanceux avec Porter !

Visez haut ! Porter vous offre un service de haut niveau, au sol comme en vol. De plus, Porter atterrit à l'aéroport du centre-ville de Toronto. À deux pas de tout. Vous êtes chanceux.



Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 3 avril 2013. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.*
Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour 212 \$ Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour 132 \$ Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE 229 \$ Taxes et frais compris	ST. JOHN'S 281 \$ Taxes et frais compris	SUDBURY 229 \$ Taxes et frais compris	THUNDER BAY 229 \$ Taxes et frais compris	TIMMINS 229 \$ Taxes et frais compris	WINDSOR 229 \$ Taxes et frais compris	BOSTON 252 \$ Taxes et frais compris
CHICAGO 273 \$ Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH 336 \$ Taxes et frais compris	NEW YORK 241 \$ Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles 241 \$ Taxes et frais compris	PRIX TOUT COMPRIS				

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages. Téléscripneur – faites le 711.

flyporter.com

Nouveau !

Évasions
porter

Économisez sur les forfaits vol-hôtel à evasionsporter.com**

* Réservez d'ici 23 h 59 heures de l'Est le 3 avril 2013. Voyagez d'ici le 26 juin 2013. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

** Évasions Porter est une entreprise agréée par TICO.

COMBIEN VAUT

Environnement et économie: l'échec des verts

Le mouvement environnemental a échoué, dit l'ex-commissaire au développement durable québécois et « ex-environmentaliste », Harvey Mead. Plus de 40 ans après le premier rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance, on n'est toujours pas parvenu à convaincre les populations et leurs dirigeants de changer de paradigme économique. Il est désormais trop tard pour espérer entreprendre un virage en douceur vers le développement durable et éviter la collision avec la réalité.

ÉRIC DESROSIERS

Lorsqu'il regarde les nouvelles sur la crise européenne à la télévision, Harvey Mead a l'impression d'entrevoir l'avenir pas si lointain où la demande de matières premières, et, par conséquent, leurs prix, auront tellement augmenté que l'économie mondiale sera paralysée. « Les gens n'acceptent pas le catastrophisme. Je ne vois pas, ni chez nos leaders, ni dans la population, de véritable prise de conscience de l'exagération de notre mode de vie. Mais si on veut avoir une idée de quoi peut avoir l'air tout un continent dont l'économie est déstabilisée, il suffit de regarder du côté de l'Europe. »

L'échec

Premier sous-ministre québécois au développement durable, au tournant des années 90, et premier commissaire au développement durable du Québec avant de voir ce mandat brutalement interrompu en 2008, ce Québécois d'origine américaine a été de toutes les grandes batailles du mouvement environnemental québécois depuis la fin des années 60. Il a été l'un des premiers à prôner les vertus du recyclage, du compostage, des voitures moins énergivores. Il a été l'un des premiers à élargir le discours écologiste au concept de développement durable.

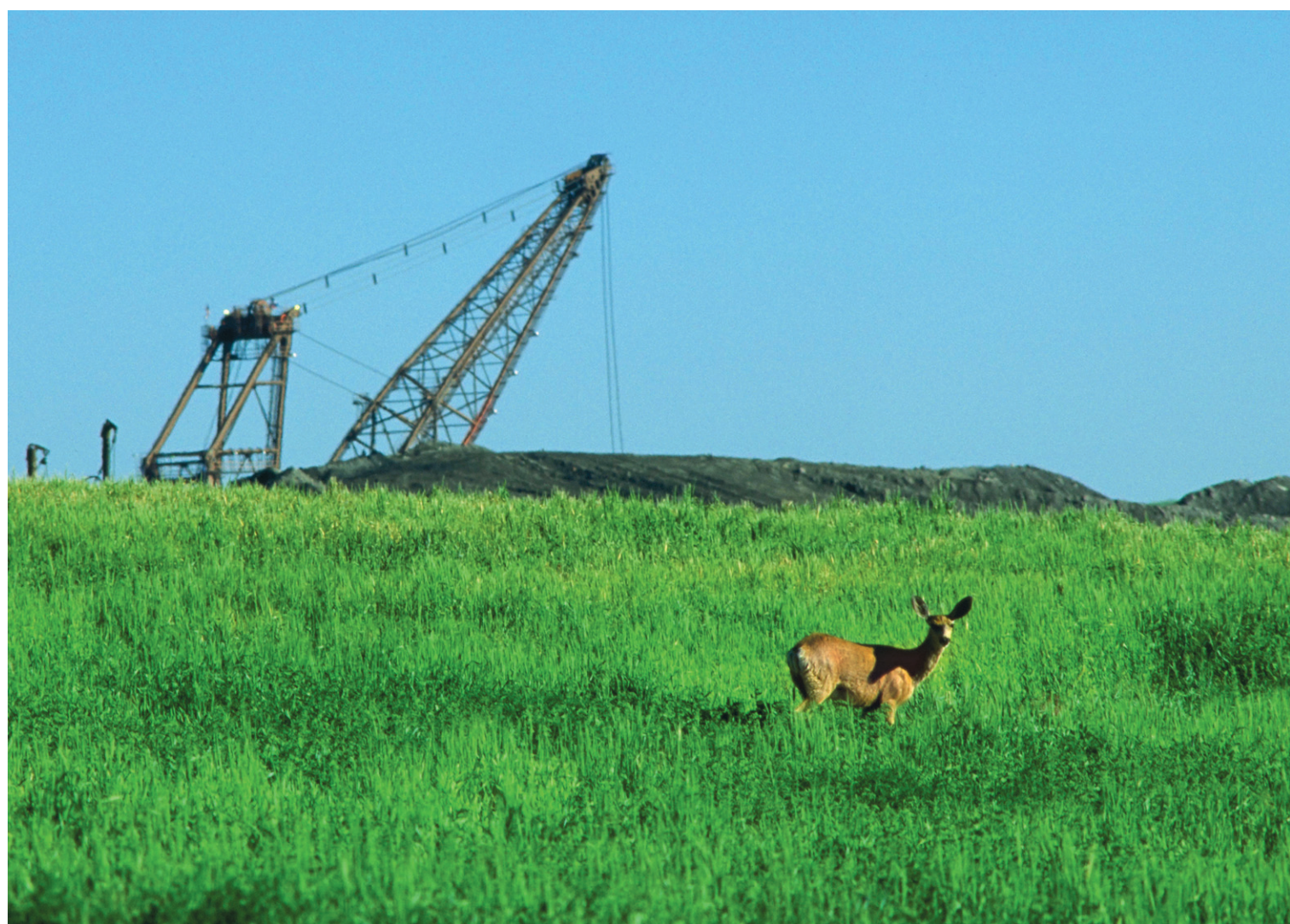
Il ne veut plus aujourd'hui qu'on le présente comme un environnementaliste. « J'ai

échoué dans cette carrière. » Il a publié en 2011 un volumineux ouvrage expliquant, notamment aux économistes, comment on pourrait remplacer le recours systématique au produit intérieur brut (PIB) par un Indice de progrès véritable faisant la somme de toutes les avancées en matière de qualité de vie, mais soustrayant aussi toutes les externalités négatives comme l'épuisement des ressources et la pollution. Outre ses nombreuses apparitions à des conférences, il tient également depuis peu un blogue (harveymead.org).

« Le changement de paradigme n'est pas survenu, constate-t-il à regret. Le seul objectif qui prévaut aujourd'hui est encore celui de la croissance. » C'est toujours le seul objectif qui compte vraiment pour les économistes et les grandes institutions économiques internationales qui conseillent les politiciens et que citent les médias. C'est aussi le principal objectif que défendent actuellement des dirigeants plus progressistes, comme Barack Obama aux États-Unis et François Hollande en France. Même Joseph Stiglitz — le célèbre Prix Nobel d'économie et grand critique du PIB — n'arrive pas à s'empêcher de retomber dans ces ornières intellectuelles.

L'inévitable choc

Harvey Mead ne croit pas en cette démarche consistant à essayer de donner une valeur financière aux écosystèmes afin qu'ils soient mieux pris en compte par la logique écono-

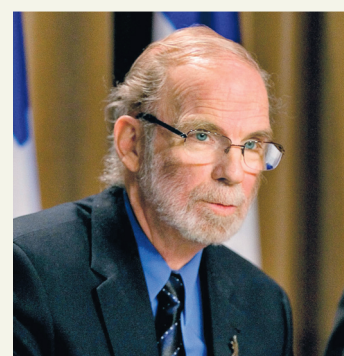


L'exploitation des ressources naturelles entre en conflit avec les espèces animales.

mique. « Actuellement, l'environnement et l'économie sont fondamentalement irréconciliables. » Il juge tout aussi sévèrement tous ces environnementalistes qui affirment qu'une poursuite de la croissance économique est possible si l'on entreprend une révolution industrielle verte qui s'appuierait, entre autres, sur les sources d'énergie renouvelables et sur des procédés de production tenant compte du cycle de vie des biens. « Il est trop tard pour cela. On n'a plus le temps », croit-il.

Quoi que l'on dise sur la dématérialisation de nos économies, que permettraient, entre autres, la croissance du secteur des services et les technologies numériques, elles ne savent toujours pas comment croître sans consommer plus de matières premières, à commencer par les énergies fossiles. Comme ces ressources ne sont pas illimitées, leur rareté et donc leurs prix ne peuvent qu'augmenter sans cesse, jusqu'à ce qu'ils pèsent trop lourd dans la balance.

Le Club de Rome avait déjà décrit ce phénomène au début des années 70, et avait prédit l'atteinte d'un point de rupture aux alentours de 2025-2030. Après cette date, l'augmentation des prix de l'énergie, des autres ressources non renouve-



« Actuellement, l'environnement et l'économie sont fondamentalement irréconciliables »

Harvey Mead

lables et de l'alimentation allait plomber les économies et même provoquer un certain déclin démographique.

Les faits semblent donner raison à ces prédictions. Le taux de retour énergétique durant les belles années où le pétrole gisait du sol presque déjà raffiné était d'une unité d'énergie investie pour 100 unités extraites. Ce ratio est tombé depuis à 1 pour 25 dans les nouvelles exploitations pétrolières, il est d'environ 1 pour 20 pour le gaz naturel, il serait d'environ 1 pour 5 pour les sables bitumineux et le gaz de schiste, et de presque 1 pour 1 pour l'éthanol de maïs. Les sources d'énergie renouvelables ne seraient pas d'un grand secours, poursuit Harvey Mead. Les panneaux solaires ne dé-

passent pas un ratio de 1 pour 10 et l'énergie éolienne fait à peine mieux, alors qu'on estime que ce ratio serait le strict minimum pour permettre à nos sociétés de maintenir leur mode de vie et que ces sources alternatives ne comptent toujours pour presque rien dans leur approvisionnement énergétique.

« Vous vous souvenez quand le prix du pétrole est monté à 148 \$ le baril en 2008 ? donnez-t-il comme exemple. Tous les secteurs ont été touchés. Il y a eu des émeutes de la faim. Ici, on ne parle pas seulement des prix de l'énergie, mais de celui de l'ensemble des principales ressources. »

Et l'environnement ?

Les perspectives sur le plan environnemental ne sont pas

plus brillantes. Toutes les grandes institutions économiques internationales admettent désormais que les États n'ont aucune chance d'atteindre les cibles qu'elles se sont fixées en matière de réduction de gaz à effet de serre à moins d'un changement de cap tout aussi spectaculaire qu'improbable. Cela ne les empêche pas d'échafauder toutes sortes de scénarios de virage vers une économie verte.

Mais tout cela arrive trop tard, répète Harvey Mead. Le choc est inévitable et sera très dur. « Il ne nous reste plus qu'à essayer de sauver les meubles. De voir comment les pays riches parviendront à gérer l'effondrement du système économique et social. » L'un des grands avantages de cette décroissance est qu'elle donnera plus de temps pour changer enfin de paradigme et amorcer une véritable conversion vers une économie verte.

« Le plus gros problème est le sort des quatre ou cinq milliards d'êtres humains qui vivent toujours dans la pauvreté, observe-t-il. Il faudrait pouvoir trouver le moyen de traverser cette période de crise sans que cela les empêche d'améliorer leur situation. »

Le Devoir

La bouffe de rue et l'urbanisme tactique | Les raves au Québec vingt ans plus tard | La fonction publique Comment la rendre sexy? | IDÉES, RÉCITS ET MÔDES D'EMPLOI POUR LE 21^e SIÈCLE 03

Nouveau Projet

LA VIE D'ARTISTE ET DE FESTIVALIER
vue par Denis Côté

Les derniers
PÊCHEURS D'ANGUILLES
du Kamouraska

Pour en finir avec
LA PROCRASTINATION

Avec Zadie Smith, Louis C.K., Marc Séguin, Daniel Weinstock, Fabien Cloutier, Richard Florida, Sénéque et plusieurs autres.

Printemps-été 2013 14,95 \$/€

Printemps – été 2013

En kiosque maintenant

Versions papier et numérique

Idées, récits et modes d'emploi pour le 21^e siècle.

nouveauprojet.com

Média@McGill,
en collaboration avec l'École de musique Schulich de l'Université McGill, présente :

SUZANNE CUSICK
Université de New York

LA MUSIQUE ET LA TORTURE DANS LA GUERRE CONTRE LA TERREUR: MUSICOLOGIE, MÉDIAS ET EFFETS DE CENSURE

CONFÉRENCE PUBLIQUE ET GRATUITE EN ANGLAIS

Judi le 4 avril 2013 à 17 h 30
École de musique Schulich, C-201 / 555, rue Sherbrooke O.

Introduction de Jonathan Sterne Université McGill

www.media.mcgill.ca / 514 398-8364



LA PLANÈTE ?

Être payé pour protéger sa biodiversité

L'Équateur s'est engagé à préserver une zone riche en pétrole à la condition que la communauté internationale verse une somme de 3,6 milliards de dollars

ALEXANDRE SHIELDS

Même si le pétrole pèse très lourd dans l'économie du pays, le gouvernement équatorien a accepté de mettre une croix sur l'exploitation d'un important gisement d'or noir afin de protéger une réserve de biodiversité exceptionnelle de l'Amazonie. Un exemple qui pourrait être repris ailleurs dans le monde. Mais pour que le projet se concrétise, la communauté internationale devra déboursier 3,6 milliards de dollars afin de compenser les pertes de revenus pour Quito.

L'initiative Yasuni-ITT, lancée en 2009, vise à protéger le parc national Yasuni, une zone de près de 10 000 km² située dans le nord-est du pays. Cette région a été désignée réserve de la biosphère par l'UNESCO en 1989. Elle fait aussi partie des 19 zones mondiales de « mégadiversité » biologique.

Le secteur convoité par les pétrolières contiendrait plus de 850 millions de barils d'or noir

Les inventaires d'espèces animales et végétales parlent d'ailleurs d'eux-mêmes. Selon des données scientifiques que les spécialistes qualifient eux-mêmes d'incomplètes, le parc abrite plus de 150 espèces d'amphibiens, 200 espèces de mammifères, 250 espèces de poissons et au moins 4 000 espèces de plantes à fleurs et d'arbres. Plusieurs de ces représentants de la faune et de la flore ne se retrouvent nulle part ailleurs dans le monde.

Réserves d'hydrocarbures

Le sous-sol de la région, comme c'est le cas à plusieurs autres endroits du pays, recèle d'importantes réserves d'hydrocarbures. En fait, selon l'évaluation la plus précise, le secteur convoité par les pétrolières contiendrait plus de 850 millions de barils d'or noir. Le gisement rapporterait des milliards de dollars, mais enverrait plus de 400 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère — l'équivalent de la production annuelle de la France — et menacerait encore davantage les populations autochtones de la région.



NEWSCOM

Le parc national Yasuni est une zone de près de 10 000 km² en Amazonie équatorienne.

Le président de gauche Rafael Correa Delgado, économiste de formation, a finalement tranché en faveur de la protection de la biodiversité. Dans un discours prononcé devant les Nations unies en 2007, il a affirmé que ce projet est « un exemple extraordinaire d'action collective mondiale, qui permet non seulement de réduire le réchauffement global au bénéfice de toute la planète, mais aussi d'inaugurer une nouvelle logique économique pour le XXI^e siècle ».

Selon les plus récentes prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, il faudrait laisser sous terre les deux tiers des combusti-

bles fossiles encore disponibles pour ralentir les effets des changements climatiques.

Une facture de 3,6 milliards

Cette décision de Quito a un prix pour la communauté internationale: 3,6 milliards de dollars. Ce montant équivaldrait à la moitié de la valeur des hydrocarbures laissés dans le sous-sol, selon l'évaluation équatorienne. D'où une invitation faite aux États à mettre la main à la poche. Les dons ne doivent toutefois pas être versés au gouvernement, mais plutôt au Programme des Nations unies pour le développement. Celui-ci doit par la suite financer des projets d'énergies pro-

pres, des initiatives en matière de protection, des programmes de reforestation et des développements communautaires.

Le hic, c'est que l'initiative Yasuni-ITT manque toujours de fonds. Deux ans après la signature d'une entente avec l'ONU, un peu moins de 300 millions de dollars ont été réunis. Au point où on a cru un certain temps que tout le projet était menacé. L'Allemagne a annoncé en février, dans la foulée de la réélection de M. Correa, qu'elle fournira 45 millions de dollars. L'Italie, le Luxembourg, l'Espagne, la Turquie, l'Australie, la Corée du Sud, le Japon, la Russie, le Chili, la Colombie et le Pérou ont jusqu'ici contribué au fonds. Et il semble que le modèle de préservation du parc Yasuni soit étudié par d'autres pays de la région.

Payer ou détruire

Le projet a toutefois essuyé de nombreuses critiques. « Payez-moi ou je détruis tout », ont résumé des représentants des Amis de la Terre. L'Institut du développement durable et des relations internationales, un *think tank* basé à Paris, a fait valoir qu'il s'agit d'une « fausse bonne idée ». Il estime que l'impact sur les changements climatiques « relève de l'illusion » et que cette initiative est assimilable à une forme de « chantage écologique ».

Surtout qu'au-delà de cette initiative en apparence vertueuse, le président Correa poursuit la politique d'exploitation intensive des ressources minières et pétrolières du pays. Le plus petit membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole produit 500 000 barils de brut par jour. Fortement dépendant des pétrodollars, Quito a lancé l'an dernier un nouvel appel d'offres pour l'exploration pétrolière dans diverses zones de la région amazonienne. Et plusieurs entreprises étrangères, notamment chinoises, sont en lice pour l'exploitation du cuivre.

« Pourquoi un pays riche se priverait-il des ressources qui vont lui permettre de rapidement sortir de la pauvreté? », a d'ailleurs dit M. Correa immédiatement après avoir été réélu, qualifiant les opposants à l'industrie pétrolière « d'écologistes infantiles ».

Le Devoir

LE NOUVEAU SPECTACLE DE Cavalia, LAVAL • 1.866.999.8111 • cavalia.net

ACTUALITÉS

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

Le sondage de Léger montre que le PLC avec Justin Trudeau comme chef serait premier dans tout l'est du pays. En Ontario, le PLC obtiendrait 44 %, contre 32 % pour les conservateurs et 17 % pour le NPD.

Le Québec n'échapperait pas à l'effet Trudeau. Selon le coup de sonde, le PLC obtient 32 %, devant le NPD et le Bloc québécois (chacun à 25 %). Ces chiffres doivent être considérés avec prudence, les marges d'erreur des groupes régionaux étant importantes. « Mais ça démontre une forte tendance à la hausse », indique Jean-Marc Léger, président de la firme de sondage.

« On peut parler d'un impact très fort et positif, vraiment important », dit M. Léger à propos de l'arrivée probable de Justin Trudeau comme chef du PLC, le 14 avril. Par rapport au portrait de situation actuelle (qui donne 31 % aux conservateurs de Stephen Harper, 30 % aux libéraux et 24 % au NPD), M. Trudeau permettrait aux libéraux de gruger un point aux conservateurs, quatre aux néodémocrates, deux au Parti vert et un au Bloc.

« Il ne touche pas beaucoup les conservateurs, mais il ramasse tout le vote d'opposition et grappille les insatisfaits », souligne M. Léger. C'est surtout frontal pour le NPD, qui perd plus de dix points par rapport aux élections de 2011. « En Ontario, où les libéraux de Michael Ignatieff avaient recueilli 25 % des votes il y a deux ans, Jean-Marc Léger évoque une véritable « Trudeauomania ». « Le phénomène est réel là-bas. C'est une province de tradition libérale qui pourrait donc redevenir libérale. »

De manière globale, Jean-Marc Léger note que la course au leadership du PLC a profité au parti. En décembre, les conservateurs obtenaient 35 % des intentions de vote, le NPD 30 %... et les libéraux 18 %. « Il n'y a pas vraiment eu de course, mais la présence de Justin Trudeau dans la campagne a clairement profité aux libéraux. L'impact est positif pour tout le parti. »

Le corollaire, c'est que les attentes seront élevées, ajoute M. Léger. Et comme Justin Trudeau a mené une campagne comprenant peu de propositions politiques de fond, les questions demeurent. « Les gens se demandent encore si l'homme va être aussi fort que l'image qu'il projette. »

Budget mal reçu

Par ailleurs, les Canadiens ont reçu froidement le budget Flaherty présenté le 21 mars. Un répondant sur trois (29 %) se dit satisfait, alors que 52 % pensent le contraire. Le taux d'insatisfaction est particulièrement élevé au Québec, à 72 %, et dans les Maritimes (55 %). En Alberta, fief conservateur, la moitié des répondants se disent satisfaits du budget, mais près de quatre répondants sur dix sont insatisfaits.

Ces chiffres suivent ceux du taux de satisfaction générale du gouvernement Harper : 36 % des personnes sondées se disent satisfaites, contre 58 % d'insatisfaits. En Atlantique (80 %) et au Québec (72 %), l'insatisfaction est très élevée (même en considérant le faible échantillonnage). « Les conservateurs donnent l'impression d'avoir sacrifié le Québec avec la réforme de l'assurance-emploi [qui touche sur-

L'effet Justin Trudeau est indéniable

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter?

	Élections du 2 mai 2011	Sondage sans Justin Trudeau	Si Justin Trudeau était chef du Parti libéral du Canada						
			Canada	Atlantique	Québec	Ontario	Man., Sask.	Alberta	C.-B.
Libéral	18,9%	30%	37%	59%	32%	44%	31%	23%	28%
Conservateur	39,6%	31%	30%	13%	12%	32%	44%	59%	37%
NPD	30,6%	24%	20%	26%	25%	17%	16%	12%	22%
Bloc québécois	6,0%	7%	6%	0%	25%	0%	0%	0%	0%
Vert	3,9%	7%	5%	2%	2%	6%	6%	4%	11%
Autre	0,3%	1%	2%	0%	4%	1%	3%	2%	2%

Étude Léger Marketing réalisée du 25 au 28 mars 2013 par Internet auprès de 1511 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Canada. L'étude complète est disponible sur notre site www.legevoter.com



« Les gens se demandent encore si l'homme va être aussi fort que l'image qu'il projette »

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

tout les travailleurs saisonniers, très nombreux au Québec et dans les Maritimes), la formation de la main-d'œuvre et l'abolition du crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs. Ils en paient le prix », dit Jean-Marc Léger.

Le sondage a été réalisé en ligne auprès de

1511 personnes à travers le Canada entre le 25 et le 28 mars. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 2,5 % dans 19 cas sur 20.

Le Devoir

PLANÈTE

SUITE DE LA PAGE 1

d'entrée de jeu. Mais il faut être réalistes. L'aspect financier est aujourd'hui incontournable. Et cette idée de donner une valeur économique à des écosystèmes a plusieurs avantages. »

M. Archambault estime que cette approche permet de démontrer aux citoyens la valeur « insoupçonnée » des milieux naturels, et ainsi de confronter les promoteurs de projets industriels ou autres à armes égales. « Elle offre des images percutantes qui peuvent toucher des gens qui ne seraient pas touchés autrement. En effet, les arguments « la beauté des lieux » ou « la conservation de la nature devrait aller de soi » ne touchent qu'une certaine frange de la population. L'ajout du volet économique permet de convaincre des gens qui ne seraient tout simplement pas touchés autrement. »

L'ONU plaide aussi pour une plus grande reconnaissance de l'importance de l'« actif » que représentent toutes les composantes de la biosphère, mais aussi de l'immense coût rattaché

à leur perte, souvent irréversible.

Reste à traduire en dollars cette valeur, ce qui risque de s'avérer très complexe. Une étude mondiale lancée par le G8, intitulée *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, a toutefois permis de rassembler quelques éléments économiques assez révélateurs. À titre d'exemple, les insectes pollinisateurs contribueraient à eux seuls aux rendements agricoles mondiaux pour une valeur de plus de 200 milliards de dollars par année. Le riche bagage génétique des diverses espèces animales et végétales serait pour sa part à l'origine de la moitié du chiffre d'affaires du lucratif marché pharmaceutique.

Le fait de protéger les forêts — qui rendent une panoplie de services comme l'absorption de carbone ou la régulation de l'eau — générerait une valeur annuelle nette de 3700 milliards de dollars pour l'ensemble du globe. À l'opposé, la destruction des grandes forêts engendre des coûts immenses. L'étude lancée par le G8 et parrainée par l'ONU cite en exemple le cas de la Chine. La valeur des services rendus par les écosystèmes forestiers perdus, du fait de la déforestation en Chine entre 1950 et 1998, est estimée à 12 milliards par année.

Une autre étude menée par le réputé économiste américain Robert Costanza à la fin des années 90 a permis d'évaluer la valeur des écosystèmes marins. Pour l'ensemble du globe, elle atteindrait plus de 20 000 milliards de dollars par année, dont 12 000 milliards pour les milieux côtiers comme les estuaires ou les récifs coralliens. Des chiffres qu'il faudrait aujourd'hui réviser à la hausse.

Un Saint-Laurent qui vaut des milliards

Dans son étude, M. Costanza a donné une valeur à chaque hectare de milieu marin. Lyne Morissette a donc transposé les estimations de l'économiste pour évaluer sommairement la valeur du Saint-Laurent. « On a environ 175 000 km² d'un écosystème de type « estuaire », qui pourrait donc rendre des services de l'ordre de près de 400 milliards de dollars par année. » Même en mettant de l'avant une analyse qui divise-

rait ce montant par deux, la somme reste tout de même significative, précise la chercheuse.

Elle admet toutefois qu'une telle évaluation reste à faire. Mais l'idée d'accorder une valeur économique à l'écosystème du Saint-Laurent lui semble essentielle. La chose est d'autant plus pertinente dans un contexte où les gouvernements du Québec et du Canada sont tous deux favorables à l'exploitation pétrolière et gazière en milieu marin. « Le gouvernement actuel a une stratégie très « économique ». Convaincre ces gens-là de la nécessité d'assurer la protection du Saint-Laurent exigera donc de parler d'économie avec eux. Parce qu'il y a d'un côté le pétrole et les emplois, et de l'autre, l'idée d'assurer la protection et la pérennité de tout un écosystème. »

C'est aussi dans l'optique de convaincre les décideurs politiques d'agir pour la création d'une ceinture verte dans la région montréalaise que la Fondation David Suzuki et Nature-Action Québec ont décidé de chiffrer la « valeur économique des biens et services écosystémiques ». Dans une étude publiée en février dernier, celle-ci est évaluée à 4,3 milliards de dollars par année, dont plus de deux milliards uniquement pour le volet forestier.

Mais ces évaluations demeurent pour le moment sommaires. Elles ont aussi leurs détracteurs. L'idée même d'accorder une valeur économique arbitraire à des écosystèmes ou des composantes de la nature qui ont mis des centaines de millions d'années à se développer déplaît à de nombreux défenseurs de l'environnement. Des militants contactés par *Le Devoir* ont d'ailleurs fait valoir que cette idée fait l'objet de vifs débats au sein de différents groupes écologistes.

La responsable des communications chez Greenpeace, Catherine Vézina, a pour sa part souligné que l'organisation environnementaliste ne s'oppose pas à l'idée d'attribuer une valeur aux services rendus par les écosystèmes. Elle demeure toutefois risquée, selon elle, puisqu'elle pourrait « enfermer la complexité de la nature dans une approche « comptable ». Donner une valeur aux services rendus par les écosystèmes ne permet que d'avoir une estimation approximative des services rendus et demeure un exercice très subjectif. »

Le Devoir

OBAMA

SUITE DE LA PAGE 1

nord-coréennes en annonçant que 14 missiles intercepteurs supplémentaires seront déployés en Alaska d'ici 2017 pour parer à un éventuel tir de Pyongyang.

Cette nouvelle crise de Corée n'est bien sûr pas une première, d'autres incidents beaucoup plus graves ont déjà émaillé la relation entre Washington et Pyongyang depuis l'armistice de 1953 et le déploiement à partir de 1958 d'armes nucléaires américaines en Corée du Sud. En 1968, les Nord-Coréens avaient saisi un navire patrouilleur américain ; l'année suivante, ils abattirent un avion de reconnaissance, tuant 31 Américains, et en 1976, ils achevèrent encore à la hache deux officiers américains... « Sur une échelle de tensions de 1 à 10, on est toujours à 7 avec la Corée du Nord », rappelle Bruce Klingner, ancien patron du bureau de la CIA en Corée, aujourd'hui analyste à la fondation conservatrice Heritage. *Aujourd'hui, je dirais que nous sommes à 8 ou même 9 sur cette échelle.* »

La menace nord-coréenne est tout à fait réelle. Pyongyang a non seulement des capacités nucléaires accrues, elle peut frapper la Corée du Sud, le Japon ou la base américaine de Guam, mais elle dispose aussi d'armes biologiques et chimiques. On a vu également par le passé que les Nord-Coréens étaient disposés à passer à l'acte, comme en 2010 quand ils ont torpillé une corvette sud-coréenne, faisant une cinquantaine de morts. Si la menace nucléaire est la plus spectaculaire, la plus probable est celle d'une agression tactique, s'accordent les analystes américains.

Le risque principal ne porte certainement pas aujourd'hui sur le territoire américain, mais il est bien réel en revanche pour la Corée du Sud et le Japon, alliés des États-Unis dans la région, rappelle aussi Joel Wit, ancien diplomate américain qui anime le site d'analyses 38 North. « À la différence de 1994, où les États-Unis étaient vraiment prêts à déclencher une guerre avec la Corée du Nord si elle se lançait dans le retraitement du plutonium, cette fois-ci le risque est plutôt qu'on tombe dans la guerre en trébuchant, par accident ou par méprise », souligne cet expert.

L'envoi des bombardiers B2 jusqu'en Corée cette semaine visait avant tout à « rassurer la Corée du Sud et le Japon » (plutôt qu'à provoquer Pyongyang), a dit jeudi le général Martin Dempsey, chef d'état-major des armées américaines, pour tenter de dédramatiser. « Le problème est que, lorsque les alliés ont besoin de réassurances à un niveau toujours plus élevé, la Corée du Nord reçoit aussi le message et cela devient dangereux », objecte Scott Snyder, analyste au Council on Foreign Relations. *Il y a un risque potentiel de méprise sur les intentions des uns et des autres.* »

Une crise embarrassante

En attendant une désescalade encore possible, que Washington espère aussi au vu des dernières ouvertures sud-coréennes, cette crise est particulièrement embarrassante pour Barack Obama. Elle rappelle que son « pivot vers l'Asie », entre-temps rebaptisé « rééquilibrage vers l'Asie », reste une formule rhétorique assez creuse dont le principal effet est d'agacer les Européens ou de justifier les blocages au Moyen-Orient. Concernant la Corée du Nord, la doctrine Obama s'appelait la « patience stratégique » et consistait pour l'essentiel à attendre que Pyongyang s'amende et manifeste sa bonne volonté avant de tenter de nouvelles négociations. Elle n'a pas empêché la Corée du Nord de poursuivre et de perfectionner son programme nucléaire.

Une dénomination plus exacte de cette « patience stratégique » devrait être « échec », résumait dernièrement l'éditorialiste du *Washington Post* David Ignatius. « Il faut rappeler à la décharge d'Obama que la Corée du Nord n'est pas un problème simple, nuance l'ancien diplomate Joel Wit. Mais la « patience stratégique » d'Obama a laissé les choses s'aggraver. L'idée était qu'on allait isoler les Nord-Coréens pour leur apprendre à mieux se comporter et à cesser de faire de vilaines choses. Obama ne voulait pas s'en mêler. Un mythe encore très répandu est aussi que la Chine va résoudre le problème à notre place, ce qui ne sera certainement pas le cas. Résultat, la Corée du Nord a continué ses provocations. »

Libération



AFP PHOTO / KCNA VIA KNS

Le leader nord-coréen Kim Jong-un

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390